

PRÉFET DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Service Connaissance Études, Prospective
et Evaluation

n° 1328

DECISION n° A08213P0517 du 27 août 2013
Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2011/92/UE, du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 2011, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté n°13-195 du préfet de région Rhône-Alpes du 1er juillet 2013 portant délégation de signature en matière d'attributions générales à madame Françoise NOARS, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté 2013184-0002 de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes du 3 juillet 2013 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au projet dit « **Interconnexion en eau potable de complément et de sécurisation de l'alimentation du syndicat du Bonson avec la ressource de la ville de Saint-Etienne** » déposée par M le président du syndicat mixte du Bonson et considérée complète le 29 juillet 2013 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 14 août 2013 ;

Prenant en considération la contribution de la direction départementale des territoires en date du 09 août 2013 ;

Considérant le faible potentiel d'effets négatifs du projet du fait des efforts d'intégration déjà opérés par le porteur de projet (pose « sans tranchée » dans les secteurs sensibles, maximisation du passage dans les emprises de voiries existantes) ;

Considérant le fait que, sur le fond, le porteur de projet apporte d'ores et déjà des éléments attestant d'une démarche d'intégration environnementale au travers d'une première version d'étude d'impact produite à l'appui de sa demande et donc qu'une obligation réglementaire formelle exigeant une étude d'impact n'amènera pas, dans le cas particulier de ce projet, de garantie complémentaire de bonne prise en compte de l'environnement ;

Rappelant que la dispense d'étude d'impact ne vaut pas dispense d'études d'environnement et qu'il conviendra d'accorder une attention particulière aux conditions techniques de

franchissement du périmètre de protection rapproché du canal du Forez (en lien avec l'agence régionale de santé), ainsi qu'à la préservation des espèces protégées susceptibles d'être concernées par le projet.

DECIDE

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet dit : « **Interconnexion en eau potable de complément et de sécurisation de l'alimentation du syndicat du Bonson avec la ressource de la ville de Saint-Etienne** » est dispensé d'étude d'impact.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 (IV) du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

En application de l'article R. 122-3 (IV) précité, le présent arrêté sera publié sur le site Internet des préfectures de région concernées.

Pour le préfet de la région Rhône-Alpes

Pour la direction régionale DREAL et par

la direction régionale

Le chef du service CEPE

Gilles PIROUX

Délais et voies de recours

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le préfet de région Rhône-Alpes
Adresse postale : DREAL Rhône-Alpes, CEPE / Unité EE, 69 453 Lyon cedex 06
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

Monsieur le préfet de région Rhône-Alpes
Adresse postale : DREAL Rhône-Alpes, CEPE / Unité EE, 69 453 Lyon cedex 06
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
92055 Paris-La-Défense cedex
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lyon : Palais des juridictions administratives, 184 rue Duguesclin 69433 LYON CEDEX 03)
(Formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).